Groupe Thématique : chlordécone

Présentation du Groupe Thématique	
Contexte et Enjeux liés au Groupe Thématique	La problématique chlordécone touche essentiellement la Martinique et la Guadeloupe. Les acteurs du RITA de ces deux DOM ont néanmoins souhaité profiter des rencontres à Paris pour évoquer cette thématique et partager avec d'autres acteurs travaillant sur le sujet en métropole (Ministères, etc.) ou issus des autres DOM et simplement intéressés. Cet atelier se tient au moment de la construction, sur les territoires, du plan chlordécone IV. Un petit tour d'actualités sur les deux îles et une comparaison de la méthode et des premières orientations en vue de l'élaboration de ce plan chlordécone IV semblait intéressant à évoquer entre acteurs du RITA.
Objectifs du Groupe Thématique – Livrables	Les objectifs du groupe sont essentiellement d'échanger entre acteurs sur la problématique et son traitement sur les deux territoires concernés.
Déroulé de l'atelier	
Date de l'atelier	26 février 2020
Objectifs spécifiques de l'atelier	Dans le cadre de la problématique chlordécone, plusieurs sujets sont traités en parallèle en Martinique et en Guadeloupe et les échanges sont nécessaires pour se rendre compte de la façon dont la problématique est traitée, comment elle est perçue localement, etc. On peut citer par exemple : - Conséquences des baisses de LMR dans la viande - Création d'une marque ou d'un label en lien avec la chordécone, etc. Ce travaux peuvent aussi intéresser d'autres acteurs d'autres DOM qui, un jour, peuvent également confrontées à une grosse crise sanitaire et alimentaire.
Animateur(s)/trice(s) de l'atelier	Manuel GERARD
Rapporteur(s)/trice(s) de l'atelier	Sylvie AHOUSSOU Manuel GERARD

Méthode d'animation (brainstorming discussion, métaplan, jeu de rôle, tours de table …)	Tour de table Présentation des actualités via un diaporama fourni ci-joint
Participants (Nom / Organisme / Territoire)	Voir feuille de présence ci-jointe

Discussion – Conclusions

Compte-rendu

Après un tour de table rapide des personnes présentes à cet atelier leur permettant de se présenter et d'indiquer leurs attentes par rapport à cet atelier, il s'avère que les acteurs de Martinique et Guadeloupe souhaitent échanger sur les méthodes et premières conclusions des ateliers en cours sur les deux îles en vue de l'élaboration du plan chlordcéone IV.
Pour les autres personnes présentes, elles assistent à cet atelier essentiellement pour comprendre comment une telle problématique est traitée localement au niveau de l'agriculture, des agriculteurs, des consommateurs, de la communication, etc.
Mme Sonia STIMMER du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (DGAL/SA/SDPAL/B3CP) a également fourni des éléments d'actualité pour les personnes présentes à cet atelier.

Le premier sujet faisant l'objet d'échanges est la baisse des LMR ; notamment au niveau des animaux. Mme STIMMER explique ce qui a poussé l'ANSES et les autres acteurs à revoir ces LMR. Au niveau des fruits et légumes, elle indique qu'il y a 2 LMR selon les produits. Cette information est inconnue des personnes présentes et demande une explication (*Celle-ci est fournie dans l'encadré en fin de compte-rendu*).
Suite à ces premiers échanges, certaines remarques telles que le fait que la notion de LMR est perçue comme un « permis d'empoisonner » par les consommateurs localement sont émises.

Les chiffres des analyses réalisées à travers les plans de surveillance et les plans de contrôle montrent qu'il y a une prise en charge importante mais néanmoins insuffisante selon la demande locale. L'objectif est de compléter la cartographie des sols contaminés, ou non, et ainsi assurer la volonté de transparence vis-à-vis des producteurs et de la population.
Les non-conformités relevées portent essentiellement sur les œufs et les poissons, notamment au niveau des marchés informels. Cependant, la baisse des LMR évoquée ci-dessus va certainement engendrer des chiffres différents au niveau de produits d'élevage.

Mme Stimmer annonce également qu'il y a actuellement une saisine de l'ANSES visant à interdire toute production sur des sols chlordéconnés. Cette information provoque une forte contestation des personnes présentes qui ne souhaitent pas voir cette mesure aboutir ; ce qui serait catastrophique en termes de communication et de compréhension par la population qui aurait consommé des produits issus de ces terres depuis de nombreuses années.
D'une façon générale, une telle mesure aurait certainement l'effet inverse de celui souhaité, plus aucun producteur n'ayant intérêt à déclarer ce qu'il souhaite produire.

D'autres mesures sont présentées comme la volonté de mettre en place un système de mesure de chlordécone in vivo sur les animaux.

Ensuite, les problématiques de traçabilité et de mise en place d'un label ou d'une marque sont évoqués. Chacun s'accorde à dire que l'initiative « 0 chlordécone » instaurée en Martinique est

certainement une erreur en termes de discrimination des autres producteurs, de risque de tromperie du consommateur, etc.
Manuel GERARD présente le dispositif actuellement discuté en Guadeloupe qui réside dans la mise en place d'une marque collective allant plus loin que la réglementation en matière de chlordécone, cette marque collective locale exigeant une analyse de sol avant toute implantation de culture à risque. Cette démarche demanderait de mobiliser un important dispositif de communication et une enveloppe financière adéquate pour expliquer aux consommateurs ce que signifie cette marque collective.

Une comparaison est ensuite faite entre les méthodes d'élaboration du futur plan chlordécone IV en Martinique et en Guadeloupe. La méthode est similaire et les attentes répertoriées sont également convergentes. Il faudra prioriser les actions à mettre en œuvre.
Certaines idées nouvelles sont émises : accompagnement et information des agriculteurs à réaliser sur le modèle de ce qui est fait par JAFA au niveau des particuliers, etc.

Au final, la notion de communication revient à nouveau dans la conversation car elle est essentielle dans un cadre de gestion de crise et doit être bien abordée.

En conclusion, les acteurs présents sont intéressés par ce sujet qui concerne la façon d'aborder la communication en cas de crise agricole, afin d'éviter les problèmes rencontrés aux Antilles par rapport à la chlordécone. Un atelier se tiendra donc sur le sujet lors de TranAgriDOM en Guadeloupe.

Explication par rapport à la notion de deux LMR existantes pour les fruits et légumes en réponse aux questions restées en suspens pendant l'atelier.

L'arrêté initial du 30 juin 2008 prévoit effectivement 2 LMR selon la nature des végétaux, une LMR à 20 µg pour la majorité des fruits et légumes, une seconde à 10 µg pour des produits que l'on ne trouve pas sur les territoires concernés. Et les arrêtés modificatifs du 25 janvier et du 23 mai 2019 ne modifient que les LMR des denrées animales.... pour autant, ces 2 derniers arrêtés précisent dans leur article 1 " Le tableau figurant à l'annexe de l'arrêté du XXX susvisé est remplacé par le tableau figurant à l'annexe du présent arrêté". Il est donc possible d'avoir les 2 lectures : ou le tableau est remplacé dans sa totalité et il n'y a plus de LMR pour les végétaux, ou le tableau est remplacé partiellement et c'est les 2 LMR de l'arrêté de 2008 qui demeurent.

Principales questions soulevées au cours de l'atelier	Comment faire en sorte que les bons messages soient diffusés à la population.

Perspectives et suites à donner		
Livrable 1	Objet	Renouveler ce type d'atelier et le recentrer sur la thématique « communication et gestion de crise en milieu agricole)
	Pilote	Manuel GERARD – co-animateur du RITA Guadeloupe
	Echéance	Atelier lors de TransAgriDOM en Guadeloupe
	Etapes/Méthode/Acteurs	Interrogation des acteurs, recherche d'exemples, etc.

Livrable 2	Objet	
	Pilote	
	Echéance	
	Etapes/Méthode/Acteurs	
Livrable 3	Objet	
	Pilote	
	Echéance	
	Etapes/Méthode/Acteurs	
Livrable 4	Objet	
	Pilote	
	Echéance	
	Etapes/Méthode/Acteurs	
Calendrier des prochaines réunions du Groupe Thématique	Lors des rencontres TransAgriDOM en Guadeloupe en fin d'année 2020	
Commentaires		

Perspectives Pour « Les Rencontres Guadeloupe 2020 »

Livrable 1	Objet	Organisation d'un nouvel atelier sur la communication et gestion de crise en milieu agricole.
	Pilote	Manuel GERARD
	Echéance	Atelier Guadeloupe
	Etapes/Méthode/Acteurs	Recherche d'informations
Livrable 2	Objet	
	Pilote	
	Echéance	
	Etapes/Méthode/Acteurs	
Propositions		